

Index AI : PRE01/076/2011
23 February 2011

L'Indonésie doit s'engager à faire respecter la liberté de religion

Amnesty International exhorte le gouvernement indonésien à renouveler son engagement en faveur de la protection du droit à la liberté de religion, à l'heure où des groupes radicaux appellent à interdire un mouvement religieux minoritaire.

Plusieurs centaines de membres du Front des défenseurs de l'islam (FPI) et d'autres groupes ont organisé une manifestation dans la capitale Djakarta le 18 février, appelant le président Susilo Bambang Yudhoyono à dissoudre le mouvement ahmadiyya. Un deuxième rassemblement est prévu le 1er mars devant le palais présidentiel.

« Le gouvernement indonésien doit annoncer fermement et publiquement qu'il protégera les droits de tous les citoyens, quelle que soit leur religion – ce qui englobe les membres de la communauté ahmadiyya, a indiqué Sam Zarifi, directeur du programme Asie-Pacifique d'Amnesty International.

« Le président doit dénoncer les discours publics qui incitent à la violence contre les ahmadis et prendre des mesures visant à assurer la protection de toutes les minorités religieuses, afin qu'elles puissent pratiquer leur foi sans craindre d'être victimes d'intimidations ni de persécutions. »

Trois membres de la communauté ahmadiyya ont été lynchés sur l'île de Java le 6 février. Ce jour-là, plus d'un millier de personnes brandissant pierres, machettes, sabres et lances ont fait irruption dans la maison d'un dirigeant de cette minorité religieuse dans le sous-district de Cikeusik, dans la province de Banten.

Le Front des défenseurs de l'islam a posté le 18 février sur son site Internet un entretien avec son président, Habib Rizieq Syihab, qui aurait déclaré : « ... [S]i aujourd'hui seuls trois ahmadis infidèles ont été assassinés, demain peut-être ou le jour suivant, des milliers d'ahmadis infidèles seront massacrés par les musulmans. »

La communauté ahmadiyya est un groupe religieux qui se réclame de l'islam, bien que nombre de formations musulmanes traditionnelles considèrent leurs croyances comme hérétiques.

Amnesty International a recensé de nombreux cas d'intimidation et de violences contre la communauté ahmadiyya imputables à des groupes islamistes radicaux dans diverses régions d'Indonésie.

« Nous saluons les initiatives prises en vue d'enquêter sur les violences qui ont entraîné la mort de trois ahmadis à Cikeusik. Toutefois, il est crucial que le gouvernement indonésien s'engage à enquêter sérieusement et à se pencher sur toutes les attaques ciblant des minorités religieuses », a poursuivi Sam Zarifi.

Par ailleurs, le gouvernement doit abroger toutes les lois et réglementations qui restreignent le droit à la liberté de religion, et attisent les actes de harcèlement et les agressions dont la communauté ahmadiyya est la cible.

En 2008, le gouvernement a adopté un décret interministériel interdisant aux ahmadis de promouvoir leurs activités.

Tout récemment, le 20 février, le district de Pandeglang, où a eu lieu le lynchage, a promulgué une réglementation locale interdisant aux ahmadis de poursuivre leurs activités.

En Indonésie, le droit à la liberté de religion est garanti par la Constitution et par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), auquel le pays est partie.